

Numéro	Objet	Date	Publié le	Nomenclature
057/2023	Régie accueil périscolaire – Garderies vacances scolaires – ACM – Séjours adolescents	27/06/23	ID : 013-211300363-20230627-23	DEL_057-DE

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
 Présents : **22**
 Procurations : **4**
 Votes : **26**

L'an deux mil vingt-trois, le **vingt-sept juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures**, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **21 juin 2023**

**OBJET : Régie accueil
 périscolaire – Garderies
 vacances scolaires –
 ACM – Séjours
 adolescents**

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, ROSELLO Louis, AMAT Bruno, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, REY Nathalie, AMIARD Ludvine, GEORGES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, JULLIAN Madeleine, DELABRE Éric, PERRIN Christine, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Résultat du vote :

Pour : **26**
 Contre : **0**
 Abstentions : **0**

Absents excusés et représentés : MISTRAL Christiane représentée par TROUSSEL Marc, FRESQUET Véronique représentée par BARAT Michel, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par DELABRE Éric.

Absents excusés : OWEDYK Corinne.

Par délibération n°042/2022 du 31 mai 2022, le Conseil Municipal a incorporé la dématérialisation et la télétransmission électronique, dans la régie citée en objet par la mise en place de l'encaissement par carte bancaire.

La Commune a également décidé de mettre en place le paiement sur Internet.

A cet effet, l'article 5 de la délibération 31 mai 2022 doit être complété par le rajout de ce nouveau mode de paiement.

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des Collectivités Territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'avis conforme du 25 juillet 2023 de Mme La Comptable Public assignataire concernant le projet de délibération remplaçant la délibération n°042/2022 du 31 mai 2022 instituant une régie de recettes pour la perception des droits relatifs à l'accueil périscolaire, les garderies des vacances scolaires, l'ACM : accueil collectif de mineurs (Anciennement : ALSH accueil de loisir sans hébergement) et les séjours adolescents,

Après avoir présenté les motifs qui rendent souhaitable la création d'une régie de recettes pour l'encaissement des droits perçus pour l'accueil périscolaire, les garderies des vacances scolaires, l'ACM : accueil collectif de mineurs (Anciennement : ALSH accueil de loisir sans hébergement) et les séjours adolescents,

Il est demandé au Conseil Municipal de :

Article 1 : Il est institué une régie de recettes pour l'encaissement des droits perçus pour l'accueil périscolaire, les garderies des vacances scolaires, l'ACM : accueil collectif de mineurs (Anciennement : ALSH accueil de loisir sans hébergement) et les séjours adolescents, auprès du service des affaires scolaires, de l'enfance et de la jeunesse de la Commune d'Eyragues ;

Article 2 : Cette régie est installée à la Mairie d'Eyragues – Place de la Libération – BP 5 – 13630 Eyragues ;

Article 3 : La régie fonctionne toute l'année ;

Article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- Accueil périscolaire
- Garderies des vacances scolaires
- l'ACM : accueil collectif de mineurs (Anciennement : ALSH accueil de loisir sans hébergement)
- Repas spectacle du centre aéré
- Séjours adolescents

Article 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1^{er} : paiement en numéraire, euros,
- 2^{ème} : paiement par chèque libellé à l'ordre du Trésor Public,
- 3^{ème} : paiement par CESU et chèque vacances,
- 4^{ème} : paiement par carte bancaire,
- 5^{ème} : paiement par Internet.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de facture issue du logiciel de facturation.

Article 6 : Les fonds et valeurs devront être entreposés dans le coffre-fort, de la Mairie d'Eyragues.

Article 7 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Provence Alpes Cotes d'Azur et des Bouches-du-Rhône.

Article 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 5 000 euros.

Article 9 : Le régisseur est tenu de verser au comptable du trésor le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 au minimum une fois par mois.

Article 10 : Le régisseur verse auprès du trésorier payeur la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

Article 11 : Le régisseur - percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Article 12 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

Article 13 : Le Maire et la Comptable Public assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Mandate M. le Maire ou son 1^{er} Adjoint pour mener à bien ce dossier

Dire que cette délibération remplace les précédentes délibérations de création et modification de cette régie.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.



Michel GAVANON

Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité. Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes:

- date de sa réception par le représentant de l'État ;
- date de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de la Commune ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.